



AEF Dépêche n°586331 - Paris, le 30/05/2018 15:20:00
- RSE et Gouvernance -

Compte : reception temps réel - (118761) - 171.16.208.2 - www.aef.info
Toute reproduction ou transmission de cette dépêche est strictement interdite,
sauf accord formel d'AEF.

Capitalcom dresse un bilan positif de l'intégration de la RSE dans les AG des sociétés du CAC 40

Par Roxane Poulain



Fotolia18 des 26 assemblées générales des entreprises du CAC 40 auxquelles le cabinet de conseil et de communication Capitalcom a assisté prennent en compte les critères extrafinanciers dans la rémunération variable des dirigeants. Selon la 13^e

édition du bilan des assemblées générales du CAC 40, publiée par le cabinet mercredi 30 mai 2018, la RSE est "toujours plus intégrée dans les interventions des dirigeants puisque seules 28 % des entreprises lui allouent un temps spécifique", mettant les entreprises cotées "sur la voie de la performance globale". De façon générale, le cabinet relève des discours "plus prospectifs" et une "focalisation des grandes entreprises sur les grands enjeux sociaux, sociétaux et environnementaux".

L'intégration des critères RSE dans la part variable de la rémunération des dirigeants des entreprises du CAC 40 est l'une des grandes tendances que relève Capitalcom dans son 13^e bilan des assemblées générales publié ce mercredi. C'est le cas de 69 % des entreprises étudiées par le cabinet, avec, cependant, un "niveau de détail variable". Certains groupes se contentent en effet de mentionner l'existence de ces critères, quand d'autres "évoquent un pourcentage précis de prise en compte".

"UN MOTEUR D'ACCEPTABILITÉ" DES RÉMUNÉRATIONS

Or, sur ce point, les actionnaires sont "en attente de précisions". Ainsi, sur les 22 questions posées autour du sujet des rémunérations, 32 % ont porté sur les critères de calcul de la rémunération variable, et en particulier sur "le poids des critères RSE".

Méthodologie

Le bilan Capitalcom des assemblées générales de 2018 porte sur les AG de 26 sociétés du CAC 40 qui se sont tenues en France entre le 12 avril et le 30 mai 2018. Sont donc exclus du bilan Airbus Group, Arcelor Mittal, Carrefour, Lafarge Holcim,

Legrand, Pernod Ricard, Renault, Saint-Gobain, Sodexo, Solvay, STMicroelectronics, TechnipFMC et Total.

Cette intégration des critères extrafinanciers est "un moteur d'acceptabilité" des rémunérations des dirigeants, estime Caroline de la Marnierre, présidente et fondatrice de Capitalcom, alors que, cette année, le taux d'approbation par l'assemblée générale des rémunérations des dirigeants est en hausse de deux points.

TAUX D'APPROBATION DES RÉMUNÉRATIONS EN HAUSSE

"C'est l'un des enseignements clés" de cette étude, note la présidente du cabinet, alors que le renforcement de la réglementation, introduisant un vote ex-ante contraignant, aurait dû "accentuer la tendance à la baisse" des taux d'observation des années précédentes. À noter que PSA, Danone et LVMH n'ont pas, lors de leur assemblée générale, débattu du sujet des rémunérations.

Le groupe Valeo apparaît comme l'un des bons élèves de ce bilan, après avoir refondu sa politique de rémunération des dirigeants en intégrant notamment un critère RSE. "Cette adéquation entre rémunération et prise en compte des enjeux environnementaux et sociaux est embryonnaire, mais déjà positive", estime Caroline de la Marnierre. "Les assemblées générales deviennent un cénacle de plus en plus important où l'on retrouve les grandes tendances de la société", abonde Marie-Agnès Gallais, directrice générale.

LES RISQUES ET OPPORTUNITÉS PEU ABORDÉS

L'intégration de la RSE dans les interventions des dirigeants en assemblée générale est l'autre tendance relevée par Capitalcom. Seulement 28 % des entreprises ont dévolu à la RSE un temps spécifique, ce qui constitue un "gage d'une appropriation forte des enjeux de performance globale". "L'integrated thinking s'impose en AG", se réjouit ainsi le cabinet de conseil, prenant en exemple le groupe Danone, dont le directeur général Emmanuel Faber est "revenu sur le projet économique et social du géant de l'alimentation, ainsi que sur son objectif d'être certifié B Corp".

En s'appuyant sur un baromètre "Integrated thinking" qu'il a élaboré, le cabinet de conseil mesure l'intégration de sept "contenus de la pensée intégrée" : la gouvernance, le business model, les perspectives, la présentation de l'entreprise et de son écosystème, les performances, les risques et opportunités et enfin la stratégie.

Le business model et les risques et opportunités sont, selon le baromètre, les deux parents pauvres de cette pensée intégrée : l'exposé des risques et opportunités n'est ainsi effectué que par 42 % des entreprises. Cependant, l'entrée en vigueur de la déclaration de performance extrafinancière en 2019 (lire sur AEF) "devrait inmanquablement permettre de remédier à ce manque" et de "dépasser l'héritage du passé", juge Capitalcom.

À noter qu'Engie est la seule entreprise à évoquer en assemblée générale ces sept sujets, tandis que les autres groupes "s'échelonnent entre 4 et 6".

REPRÉSENTANT DES PARTIES PRENANTES

"Avec une proportion de 14,8 % des questions portant sur la RSE, les actionnaires révèlent un niveau d'attente sur le sujet", relève enfin Capitalcom. Par exemple, au sein d'une AG sur trois, la question de la présence d'un représentant des parties prenantes

au sein des structures de gouvernance a été soulevée. "La perception par les actionnaires du conseil d'administration est en train d'évoluer", relève Marie-Agnès Gallais.

